

Conseil communal du jeudi 23 avril 2026 – Questions orales
Gemeenteraad van donderdag 23 april – Mondelinge vragen

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Et ça nous ramène aux questions orales de ce soir. Et donc il y en a plusieurs. La première de madame Verroken. Euh Madame Verroken s'est excusée pour ce soir. Malheureusement, elle a eu un empêchement. Donc sa question peut passer au conseil prochain si elle réintroduit sa question. Donc on lui transmettra l'information, ou si son groupe veut lui transmettre l'information. La deuxième question est de Madame Klara Ledroit. Et donc je répète, c'est deux minutes pour la question, cinq minutes pour la réponse du collègue et une minute de réplique.

Madame Klara Ledroit : Merci de vous garder au temps de parole. Merci beaucoup. Euh, Donc, euh, la guerre qui est en cours et qui est menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran a des conséquences dramatiques. Bon, déjà, bien sûr, pour les populations qui sont sur place et qui paient ça de leur vie et de la destruction de leur pays, Mais comme souvent, ces guerres, elles ont aussi des conséquences ici en particulier, ça a fait exploser les prix de l'énergie. Et quand les prix de l'énergie explosent, c'est toujours les travailleurs, les familles et les petits indépendants qui payent la facture, mais aussi les communes. Parce que la commune, elle, subit la hausse du coût de l'énergie avec le chauffage des bâtiments, des écoles, les infrastructures sportives, l'éclairage public, le carburant des véhicules communaux. On peut faire la liste. Et aussi parce que l'augmentation du prix pèse très lourd sur les budgets des ménages qui vont devoir frapper à la porte du CPAS pour avoir de l'aide, par exemple. Au niveau national, en plus de soutenir cette guerre illégale, le gouvernement Arizona veut encore empirer la situation. Euh, notamment via une augmentation des accises, donc des taxes. Et ça, à un moment où les travailleurs ont plus que jamais besoin d'être protégés face au coût de la vie qui devient ingérable, Rien n'est encore voté cela dit. Donc c'est important de mener le débat aujourd'hui. Donc mes questions sont est-ce que le collègue a analysé l'impact potentiel d'une nouvelle hausse des prix du gaz, de l'électricité et des carburants, sur les budgets de la commune? Est-ce que du coup il y a eu des décisions au niveau budgétaire? Est-ce que la commune peut garantir qu'il n'y a pas d'effort supplémentaire demandé à la population saint-gilloise et à ses services? Et enfin, donc, est ce que la commune interpelle officiellement le gouvernement fédéral pour expliquer le, exiger, pardon, de renoncer à toute hausse d'accises sur l'énergie, au moins déjà tant que les prix restent sous tension? Merci beaucoup.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Madame Salomez.

Madame Loes Salomez : Madame la Conseillère, merci pour votre question. En ce qui concerne votre première question, je peux vous garantir que tout est actuellement sous contrôle. D'abord parce que nous avons adhéré à la centrale d'achat de Sibelga pour tout ce qui est gaz et électricité. Sibelga nous confirme qu'il n'y aura pas d'augmentation en 2026, et sans doute pas non plus en 2027. Nous verrons ce qu'il en sera pour 2028. Mis à part cela, vous savez certainement que la commune dispose d'un plan d'actions pluriannuel visant à réduire durablement les consommations d'énergie. Je peux vous transmettre sans problème l'intégralité du plan d'action, mais à titre d'exemple, voilà quelques mesures que nous mettons en œuvre. Le débranchement d'une part significative de l'éclairage extérieur de l'Hôtel de ville. L'installation de

panneaux photovoltaïques via des tiers-investisseur garantissant un prix de l'électricité stable, compétitif et indépendant des fluctuations du marché. Le remplacement des sources lumineuses existantes par des ampoules LED permettant une réduction de la consommation électrique de l'ordre de 50 %. L'isolation des tuyauteries de chauffage situées dans des locaux non chauffés, non chauffés ou non aménagés, l'optimisation des systèmes de chauffage et de ventilation par l'installation de vannes thermostatiques et de sons d'ambiance, par exemple. La sensibilisation et la responsabilisation du personnel communal à une utilisation rationnelle de l'énergie. En complément de ces mesures permettant un retour sur investissement rapide, la commune engage progressivement des moyens plus lourds comme le remplacement des menuiseries à simple vitrage, l'isolation thermique des façades et toitures et le remplacement des systèmes de chauffage et des installations d'éclairage arrivé en fin de vie. Cela prend plus de temps car nécessite évidemment des moyens financiers plus conséquents. En ce qui concerne votre deuxième question, je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas d'une hausse des accises, mais d'un transfert. Est-ce que ce transfert pourrait être mieux? Sans doute, si on diminue encore plus les accises sur l'électricité. Certes, à l'heure actuelle, la commune n'a pas fait de plaidoyer politique dans ce sens auprès du gouvernement fédéral. Il me semble que notre priorité en ce moment, pour ce qui est du plaidoyer politique auprès de ce niveau de pouvoir, consiste à dénoncer et attaquer juridiquement les nombreuses mesures antisociales auxquelles beaucoup de nos citoyennes et citoyens sont confrontés. Pensons par exemple à la limitation de durée des allocations de chômage, qui nous a mené à adopter une motion il y a quelques mois dans ce Conseil communal. Pour finir, j'aimerais bien insister sur un point. Les crises énergétiques, ce n'est pas un phénomène nouveau, mais bien intrinsèquement lié aux fondements de la société capitaliste dans laquelle nous vivons. Il y a déjà eu des crises par le passé, il y en a une aujourd'hui et il y en aura encore d'autres demain si nous ne changeons pas progressivement de système économique et financier qui repose presque exclusivement sur la prédation des ressources naturelles de la planète. Je dirais donc que si nous voulons stopper ce type de crises de manière durable, alors nous devons changer notre mode de fonctionnement économique et financier. Je vous remercie.

Madame la Présidente: Merci, Madame. Madame Salomez. Madame Ledroit, vous voulez répliquer une minute?

Madame Klara Ledroit: Je vous remercie et je suis ravie de vous avoir comme alliée pour changer fondamentalement la société et le système capitaliste. C'est vraiment une excellente nouvelle. J'ajoute à ça que oui voilà donc les graves problèmes doivent être réglés à la racine en s'opposant aussi fermement à la guerre menée par nos alliés et à quelque implication militaire belge, et donc aussi en accélérant la transition climatique à l'échelle communale. Mais vous avez dit que vous avez un plan d'action très détaillé, donc je vous remercie pour ça.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. On passe aux questions suivantes. Nous avons reçu deux questions sur la même thématique et donc on demandera à Monsieur Fraiture et puis Madame Aouad de présenter les questions l'une après l'autre. Je donne la parole à Monsieur Fraiture sur les violences entre trafiquants.

Monsieur Loïc Fraiture: Est-ce que quelqu'un pourrait me prêter la feuille avec les questions s'il vous plaît? Merci, Chloé. Voilà donc depuis trois ans, euh vous comme nous n'avons cessé d'interpeller le gouvernement sur la violence liée au trafic de drogue dans la commune. L'impuissance est grande, le sentiment d'abandon de la population aussi. Nous avons tous les faits en tête des impacts de balles et des explosions qui, heureusement, n'ont fait aucune victime, mais qui ont fait des dégâts matériels, même contre une école qui menace la vie de la population

et qui laisse des habitants traumatisés. Les moyens utilisés dans les guerres de territoire, ainsi que le niveau d'organisation du deal, dépassent clairement le champ d'action d'une commune, sans des moyens humains et technologiques conséquents pour, d'une part, assurer une présence capable de casser le trafic en surface, mais d'autre part pour remonter puis poursuivre la tête des réseaux. Eh bien il n'y aura pas de solution, dans à moyen terme, quoiqu'on veuille nous faire croire le gouvernement qui continue d'annoncer des mesures aussi musclées qu'inutiles. Quant à la nécessité de mettre en place une politique profonde et durable basée sur la participation, la proximité, la cohésion sociale, l'accompagnement médico-social et la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, Cela semble encore plus éloigné des intentions de nos gouvernements, alors quels appels pouvez-vous lancer au niveau des pouvoirs compétents? Quels renforts ont été obtenus et jusque quand? Quelles mesures ont été prises envers les travailleurs de terrain? Gardien de la paix et éducateurs? Quelles réunions d'information et quelle participation avec eux! Et même question pour le monde associatif saint-gillois et les travailleurs de l'école des Filles de Marie.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Madame Aouad.

Madame Narjisse Aouad: Merci, Madame la présidente. Monsieur le Bourgmestre. Les récents événements survenus à Saint-Gilles, marqués par une explosion en pleine nuit visant un établissement de type chicha bar, ont eu des répercussions directes sur l'école, l'Institut des Filles de Marie, situé en face, ainsi que sur les habitations voisines. Si ces faits se sont produits en dehors du temps scolaire, ils n'en demeurent pas moins particulièrement préoccupants par leur impact sur le quartier et ses habitants, habitantes. Des bâtiments scolaires ont été touchés et des logements endommagés, et des riverains, dont des enfants exposés à une violence particulièrement marquante. Une première question concerne les dégâts matériels. Les habitations touchées sont souvent occupées par des ménages précarisés dans des bâtiments particulièrement vulnérables. Les assurances interviendront-elles dans ce type de situation. Et si ce n'est pas le cas? Quel accompagnement concret la commune prévoit-elle, pour éviter que ses habitants et habitantes ne se retrouvent seuls face au coût des réparations? Au delà des dégâts visibles, il y a les conséquences humaines. Être réveillé en pleine nuit par une explosion n'est pas anodin. Quels dispositifs de soutien psychosocial ont été mis en place par les riverains? Pour les riverains pardon, et notamment pour les enfants qui ont pu être fortement marqués par ces événements? Par ailleurs, pourriez-vous nous informer, dans la mesure du possible de l'état d'avancement de l'enquête? Les habitants attendent des réponses sur l'identification des auteurs et des suites données à ces faits. Enfin, une question de fond se pose. Les actions, les actions contre les réseaux criminels sont nécessaires, mais certains habitants ont aujourd'hui le sentiment d'une montée, d'une montée des tensions entre gangs rivaux avec des répercussions de plus en plus larges sur les quartiers. Dans ce contexte, pouvez-vous nous préciser quelles démarches ont été entreprises par la commune auprès des autorités fédérales, notamment du ministre de la Justice et du ministre de l'Intérieur, et quels engagements ou soutien concrets ont été obtenus à ce stade. Je vous remercie.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Monsieur le Bourgmestre.

Monsieur le Bourgmestre: Madame la Conseillère. Monsieur le Conseiller, merci pour vos questions. Vous avez sans doute suivi l'actualité et donc suivi déjà un certain nombre d'épisodes et de jeux bizarres. Mais bon, je suis heureusement en contact avec la plupart des interlocuteurs en marge de ces échanges médiatiques, pour continuer à travailler et conserver le lien sur l'avancée, sur l'avancée des enquêtes. Et donc effectivement, là, ça nous dépasse. Je ne pourrai malheureusement pas vous renseigner puisque les choses, heureusement d'ailleurs pour nous

tous, relèvent de la justice, du procureur du roi et des enquêteurs qui m'ont assuré que le travail était en cours et que nous aurons peut-être dans les prochains mois des nouvelles. Mais en l'occurrence, c'est un travail de fond et d'enquêteurs que d'avancer sur ces questions, et je ne suis pas habilité ni à être tenu informé, ni à vous tenir informé. Il faudra qu'on s'adresse au procureur lui-même pour le suivi de ces enquêtes. Je vous remercie pour votre question et vous avez pu juger avec moi ce mardi de l'attente légitime des habitants. C'est clair que lors de la réunion que nous avons sur les cambriolages ici dans les alentours et le besoin de de réponses que les gens attendaient, euh et où manifestement, un certain nombre de choses et j'interpellerai le chef de corps, euh, sur le fonctionnement de certains accueils et la poursuite de certaines enquêtes, n'importe quel observateur de cette réunion dit que je pense qu'on peut améliorer le champ de travail. Mais c'est clair que les interpellants de de mardi dernier, que nous avons accueilli étaient aussi avec un certain nombre de questionnements sur les événements de ce week-end et de la nuit de vendredi à samedi, mais aussi, malheureusement, de très nombreuses nuits où j'ai des appels réguliers ou manifestement, des gens proches ou moins proches des organisations criminelles font l'objet de ciblage sur leurs maisons. C'est une présomption de ma part. Je n'ai pas les résultats des enquêtes et nous attendrons les résultats des enquêtes aussi pour voir quel apport effectivement, aux personnes impliquées ou pas appliquées, nous pourrons apporter l'aide que vous souhaitez. En tout cas, j'ai déclenché une phase d'alerte samedi pour poser une question parce que manifestement, c'est sans doute dans le cadre de ces enquêtes, dans le cadre des actions de police nocturne où le combat fait rage et où les policiers sont à courir à hue et à dia. On mésestime, on sous-estime l'impact que ça peut avoir sur notre communauté et la population et l'impact y est. Et c'est vrai que samedi matin, dès potron-minet, je me suis retrouvé avec des gens complètement atterrés, qui avaient eu la nuit bouleversée comme rue du Métal, comme rue Gisbert Combaz, comme rue de Bosnie, euh comme euh rue Guillaume Tell, comme euh je ne sais plus quelle adresse encore, Prague qui me manque et où manifestement, outre les rumeurs du quartier, je n'ai guère d'informations, mais où, en tout cas, une prise en charge doit être faite. Et donc, en déclenchant cette phase d'alerte qui n'était peut-être pas nécessaire puisqu'elle est souvent déclenchée à l'estime des spécialistes pour des faits d'inondations, d'incendies, de crises majeures. Mais j'ai estimé qu'après six explosions, tirs à la kalachnikov, on était un peu dans un cas de figure qui n'était guère connu et où peut être une prise en charge holistique était nécessaire par tous les corps. Les pompiers étaient interpellés eux mêmes, parce que si ça se trouve, il peut arriver au moment où ça pète, les corps ambulanciers même chose et les corps de police idem. Et donc effectivement de déclencher euh cette phase a permis de réunir les cinq composantes et justement de debriefer sur ce qui doit être mis en place en cas de crise, en cas de situation et en prise en charge des personnes victimes. C'est vrai que sœur Bernadette qui essayait de sauver ces vitres, euh, était assez touchante de la communauté juste à côté de l'école des filles de Marie. Et c'est peut-être dans l'échange avec elle que j'ai pris conscience de la nécessité d'organiser ça et discuter avec les voisins qui étaient tous complètement traumatisés. Et donc nous organiserons - et la date est fixée après les vacances de Pâques- une réunion avec tout le monde. J'ai eu le directeur de l'école pour que nous ayons l'occasion d'échanger avec les habitants du quartier et peut être, à l'instar de ce que la communauté scolaire a décidé de construire. Et j'ai beaucoup aimé ce petit clin d'œil à notre œcuménisme saint-gillois, où une école catholique a puisé sur sa faculté de de résilience et de construction positive avec les élèves pour exprimer la même chose que la devise de "Scientia vincere tenebras". Et donc ce lien entre Théodore Verhaegen et les filles de Marie était juste œcuménique. Et donc effectivement, nous allons travailler là-dessus pour construire du sens et travailler avec des intervenants pour voir comment la communauté peut survivre après des traumatismes et où manifestement les organisations criminelles, le lien avec l'argent qui fait par le lien plus ou moins proche, fait que des familles se retrouvent parfois prises comme victime de ses implications. On a connu le même phénomène dans pas mal de villes, à Marseille ou ailleurs. C'est à Anvers que le phénomène des vengeances sur les maisons, les proches, les

familles et est devenu une spécialité. Donc effectivement, j'ai eu d'ailleurs des signaux de maires italiens ou de maires français qui justement m'ont envoyé des signaux beaucoup plus positifs que ce que j'ai vu dans la presse pour voir comment on échangeait, y compris un Erasmus s qui permettait des échanges entre les enfants marseillais et des enfants italiens. Je pense que là-dessus, on a un travail. Outre le phénomène de l'école et de l'accompagnement que j'aimerais qu'on puisse avoir dans les quartiers qui ont été touchés par ça, C'est aussi avec des exemples comme ceux que j'ai cités à nos interpellant citoyens de reconstruction, avec des confiscations et des liens, d'être aussi dans la bienveillance par rapport aux entourages, aux familles et à la prévention qu'on peut avoir par rapport à des gens, aux gens qui seraient tentés par l'aventure, pour que d'autres jeunes ou d'autres moins jeunes se retrouvent impliqués dans ces réseaux et de voir comment on peut valoriser autre chose. C'est clair que tous mes appels ont été quand même entendus. J'ai eu des échanges avec le ministre de l'Intérieur qui a peut-être s'est mépris sur la compréhension qui a été faite de certains de mes messages, parce que j'ai pu avoir son soutien et m'a assuré que la zone Midi, si elle demanderait des effectifs, on les obtiendrait. Même chose avec le Ministre Président qui s'est signalé à moi pour qu'on puisse obtenir le soutien. Il a organisé d'ailleurs un CORES tout à l'heure, même si ça dépasse quelque part les compétences d'un Ministre Président, une approche holistique avec toutes les compétences du Gouvernement Régional bruxellois élargiront sans doute les possibilités de Saint-Gilles de réagir et de mobiliser toutes les forces vives de sécurité, mais aussi du social, de l'aménagement et de prendre en considération ce phénomène. D'autres dispositifs comme l'installation de caméras est envisagée de manière renforcée. La gouverneure et le Ministre Président, je les ai encore interpellés sur l'accessibilité de l'installation plus rapide qu'aujourd'hui de ce genre de dispositif. Des effectifs sont très présents sur le terrain pour le moment. Vous l'aurez sans doute constaté avec de nombreuses arrestations, de nombreuses interventions. La présence militaire se réduit à mesure de Dieu merci aux stations de métro, à la gare. J'ai de nouveau réitéré mon souhait de voir que ce soit aussi, euh, au CCJ, par exemple, aux institutions juives de Saint-Gilles qui ne sont pas encore aujourd'hui gâtées, comme les institutions d'Anvers ou de Bruxelles-ville, pour pouvoir libérer huit hommes et femmes sept jours sur sept, 24 sur 24 qui pourraient être réaffectés au terrain puisqu'ils connaissent ce terrain. Et donc c'est ce message que j'ai pu réitérer, qui n'avait manifestement pas été interprété par les journalistes. Donc je pense que les gens prennent conscience, mais ils n'ont pas compris, en fait. C'est dingue parce que on m'a dit que j'avais été touchant avec ma lettre après les trois balles dans l'école de la place Bethléem. Il me trouve irritant quand je crie au scandale quand on a des bombes, ben je ne sais pas, peut-être qu'ils prendront vraiment conscience de l'étendue de la tâche quand nous devons dénombrer notre première victime. J'espère qu'il n'en sera pas le cas et qu'ils ont entendu le message. Mais je fais le tour de tout le monde, toujours. Et je pense que si on a le ministre de l'Intérieur, si on a le Ministre Président, si on a un certain nombre d'interlocuteurs, je pense qu'il me faut encore réveiller Madame Verlinden. Mais jusqu'alors je n'ai jamais eu beaucoup de succès avec elle. Mais peut être si vous avez des contacts, n'hésitez pas, je vais tenter d'obtenir son écoute.

Madame la Présidente: Merci beaucoup Monsieur le bourgmestre. Monsieur Fraiture, une réplique courte?

Monsieur Loïc Fraiture: non merci, on a déjà beaucoup discuté tout à l'heure pendant l'interpellation.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Madame Aouad une réplique?

Madame Narjisse Aouad: Euh oui, j'ai quelques petites questions suite à votre intervention, Monsieur le Bourgmestre. Euh, vous avez parlé des caméras, euh, qui étaient disponibles sur la

rue Théodore Verhaegen. Je me demande dans quelle mesure on a pu avoir des images de ce qui s'est passé. Il me semble que, au mois de décembre, on avait voté une augmentation du nombre de caméras sur la commune de Saint-Gilles. Donc je me demandais si elles étaient utilisées depuis, si on les avait déjà, euh, si on les avaient déjà mises en place et si elles pouvaient servir pour l'enquête. J'ai vu en fait ces derniers temps qu'on avait une plus grande présence policière, au niveau de la place Bethléem, de la place des 2 bancs, près de porte de Hal. Euh, ma question c'est jusqu'à quand? Est ce que cette présence est limitée dans le temps? Est ce que c'est juste suite à l'explosion qu'on a subi il y a de ça, de enfin il y a de ça quelques jours? Et ensuite, vous avez parlé de l'accompagnement, vous m'avez dit que vous prévoyez une discussion entre les institutions et les riverains. Justement, dans le sens, d'accompagner les victimes et les personnes qui ont eu, qui ont subi l'explosion. Est-ce que l'accompagnement de la commune se limite uniquement à cette discussion? Ou est-ce qu'il y aura d'autres réunions qui seront prévues ou d'autres moments? Est ce qu'il y aura des présences de psy potentiellement à ce type de réunion? Voilà.

Madame Narjisse Aouad: Merci Madame Aouad. Je voudrais juste préciser que la réplique n'est pas une série de nouvelles questions, mais je donne quand même la parole à Monsieur le Bourgmestre.

Monsieur le Bourgmestre: Je sais que ma réponse, pour une fois, était incomplète. Non? Euh. J'ai envie de rire parfois, non? Allez, on peut rire aussi dans des situations graves parce que ce n'est pas drôle. Merci pour vos questions. Parce qu'elles sont importantes. Evidemment euh, on est en train d'apprendre. Et donc c'est cette prise de conscience était là pour mobiliser. J'ai demandé aux pompiers s'il existait des dispositifs, j'ai demandé la mobilisation du BAV, de la zone de police. Mais je pense que nos médiateurs de la prévention, qui étaient présents à ma demande samedi, pour rentrer en contact avec les gens. On a on a des gens de qualité, on ne fait pas le métier en l'occurrence, là, mais en tout cas pour recueillir la parole et essayer de travailler. C'était un premier essai. Les gardiens de la paix ont été très présents. J'ai oublié de saluer le boulot des employés de l'équipe de Madame Nekhoul en matière de propreté, qui ont passé tout leur samedi pour casser toutes les vitres et les faire tomber, pour éviter que pour qu'on puisse réouvrir l'école. Ça, c'était le premier combat. Et donc ça, merci aux trois rois mages du service propreté. Il faudrait d'ailleurs qu'on passe un moment avec eux. Euh mais euh, au-delà de ça, c'est vrai que l'accompagnement psychosocial, je l'ai demandé à cette occasion, il y a un courrier, euh, qui doit encore partir sur cette question, mais je les ai rencontrés sur la prise en charge et l'écoute qu'il peut y avoir en la matière. Euh, on a cette rencontre-là qui est prévue, il y a l'idée, moi de toute façon, je vais retourner vers les quartiers et essayer de voir avec nos travailleurs sociaux comment est-ce qu'on peut voir s'il y a des demandes qui sont effectuées. On avait d'ailleurs, lors de la séance de lundi, euh, un représentant d'une des maisons voisines. J'ai pris contact avec les propriétaires des maisons explosées dont j'avais la certitude, enfin de gens qui justement, propriétaires et tout, pour m'assurer que les assurances soient mobilisées et que les travaux de stabilité soient entrepris. A priori, à ce stade, la Régie Foncière a vu tous ces carreaux péter pour la deuxième fois au nonante-quatre de la rue de Bosnie. Donc là aussi, on a fait une opération rapide le lendemain. Et je me suis rendu compte aussi que les services d'urgence, dans leurs interventions, ils agissent et puis ils partent. Et puis le lendemain matin, à 8 h, tire ton plan. Euh, le relogement a lieu avec le CPAS. On a créé des conventions avec les hôtels, mais pour le reste, schnol. Et donc en fait, je me suis dit so what? Et donc effectivement, sans doute, vous aurez eu des gens qui ont eu l'impression d'être un peu dépourvus et démunis. Oui, on n'a pas été habitué à ce genre d'épisodes et donc on va forger en devenant forgeron. Et donc n'hésitez pas à nous orienter les personnes qui auraient besoin d'écoute. Je me tiens à leur disposition et je m'arrangerai pour que le service de prévention travaille sur ces aspects-là.

Madame la Présidente: Merci beaucoup, Monsieur le Bourgmestre, de compléter, et je donne maintenant la parole à Madame Michaux Maimone

Madame Danae Michaux Maimone: Alors ma question concerne la propreté. La secrétaire d'Etat à la Propreté publique, Audrey Henry, du MR, a annoncé récemment une réforme des collectes des sacs poubelles par Bruxelles-propreté. Cette réforme comprend la suppression d'une collecte de sacs blancs hebdomadaires dans l'ensemble des communes bruxelloises. Jusqu'à présent, les communes les plus denses avaient été épargnées par la réforme du précédent gouvernement. Les ramassages de sacs jaunes aussi seraient diminués de moitié. D'après les retours que nous avons dans la population et aussi dans les syndicats, cette réforme va détériorer davantage la vie des ménages. Comme vous le savez, à Saint-Gilles, de nombreux ménages vivent dans de petits appartements sans balcon, sans terrasse. Comment vont-ils faire pour garder une semaine tous leurs sacs poubelles? La pression sera grande pour sortir leurs sacs quand ils vont commencer à puer chez eux. Cela risque donc d'avoir un impact sur la propreté publique en accentuant le phénomène des dépôts clandestins. La réalité d'aujourd'hui est déjà critique et malgré de nombreux efforts et dispositifs mis en place, la situation ne s'améliore pas. Alors mes questions : la secrétaire d'Etat prétend mieux tenir compte des besoins réels. Avez-vous été consulté ou obtenu des clarifications à ce sujet? Quelle est votre analyse de la situation et quelles demandes formulez-vous. Et enfin, pourriez-vous rappeler ce que coûte à la commune le problème des dépôts clandestins? Merci.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Madame Nekhoul.

Madame Yasmina Nekhoul: Oui. Alors, merci pour votre question. Alors, je vais être très claire, je suis opposée à la réduction à une seule collecte hebdomadaire des sacs blancs, clairement. Donc, l'ABP entend se conformer aux normes européennes visant à réduire les déchets et à augmenter le taux de recyclage. Mais dans une commune dense comme la nôtre, cette mesure est déconnectée des réalités. Beaucoup d'habitants n'ont pas l'espace pour stocker leurs déchets une semaine. Pour de nombreuses familles, ce sera ingérable. C'est aussi un enjeu de propreté publique. Moins de collectes, c'est plus de dépôts clandestins alors que la situation est déjà très préoccupante. Ces dépôts ont un coût réel. En 2025, ils représentaient plus de 105.000 € et mobilisaient fortement nos équipes. Je rappelle que cette mesure avait déjà été envisagée par le précédent gouvernement. À l'époque, la mobilisation des Bourgmestres et des Echevins avait permis de la limiter aux communes moins denses avec des logements plus spacieux. L'appliquer aujourd'hui ici, c'est dégrader le service public. Enfin, à propos de la concertation, elle a été à ce stade insuffisante, pour ne pas dire inexistante. Et nous demandons des clarifications ainsi qu'une véritable prise en compte des spécificités locales. Donc, notre position est claire : maintenir deux collectes hebdomadaires et travailler à une réforme concertée, réaliste et adaptée aux communes denses. Je continuerai à défendre cette position auprès de la Région.

Madame la Présidente: Merci beaucoup, Madame Nekhoul. Une réplique ?

Madame Danae Michaux Maimone: Bein juste vous remercier. Et pour le PTB c'est un sujet très important. Donc, on continuera à suivre le dossier et à vous soutenir s'il faut.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Et donc je passe à la cinquième. Oui.

Monsieur Marwan Hobeika: J'avais une petite remarque.

Madame la Présidente: Normalement il n'y a pas possibilité de poser d'autres questions.

Monsieur Marwan Hobeika: Juste, c'est juste une phrase. À l'époque, il y avait des militants du MR qui avaient déposé des sacs d'ordures devant le cabinet d'Alain Maron pour protester contre la réforme des collectes. Je me dis que ça serait assez amusant de rééditer l'expérience.

Madame la Présidente: Merci.

Monsieur Marwan Hobeika: Allez Madame la Présidente. Je ne savais pas qu'on pouvait commenter comme ça.

Madame la Présidente: Question numéro cinq. Monsieur Linkowski, je vous donne la parole.

Monsieur Janusz Linkowski: Vous ne déposerez pas vos poubelles devant chez moi, hein? Euh donc, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et messieurs les membres du Collège, donc je voudrais vous interroger sur la situation dans le quartier Bréart. Euh, attends, c'est quelle question que j'avais en premier? C'était sur les travaux, c'était l'autre, je sais plus, enfin.

Madame la Présidente: Sur les voiries et la coordination des chantiers.

Monsieur Janusz Linkowski: J'ai commencé le mauvais texte, donc, ces derniers mois, plusieurs habitants et commerçants nous ont signalés des problèmes récurrents, euh, liés à l'état des voiries après les travaux, notamment dans le quartier Van Meenen. Dans plusieurs cas, des trottoirs et des chaussées réalisés à la suite à l'intervention d'opérateurs publics et privés, qu'il s'agisse de Vivaqua Sibelga ou d'opérateurs télécoms, Euh, semblent insuffisantes et se dégradent assez rapidement, ce qui peut entraîner des situations dangereuses pour les piétons et autres usagers faibles. Donc, je souhaiterais vous poser les questions suivantes par rapport à ça. Donc, comment est-ce que la commune contrôle concrètement la qualité des réfections réalisées par les opérateurs après leur intervention? Est ce qu'il existe des procédures systématiques de vérification sur le terrain. En cas de travaux mal exécutés ou de dégradations rapides? Quels sont les mécanismes permettant d'engager la responsabilité des opérateurs et d'exiger des remises en état rapides? Par ailleurs aussi, on pense que la question de coordination des chantiers est évidemment centrale. À titre d'exemple, la rue de Neuchâtel a connu de nombreux travaux pendant plusieurs mois à partir d'octobre 2025 et fait aujourd'hui à nouveau l'objet d'interventions. Donc, ce type de répétition, même, même lorsqu'elle répond à des besoins légitimes, a un impact significatif sur les riverains et les commerçants. Et je tiens également à mentionner les commerçants de l'avenue Demeur, comme le Rubis ou le **Milsana**, qui sont aussi touchés par la fermeture de leur terrasse lors des beaux jours. Donc dès lors, je veux aussi savoir comment est-ce que les calendriers de travaux sont coordonnés entre les différents opérateurs et la commune? Euh, est ce qu'il y a un plan aussi pour améliorer la communication envers les riverains et commerçants? Parce que j'ai l'impression que c'est souvent un problème de communication et ce ne sont pas avertis. Et ça arrive un peu comme ça du jour au lendemain. Est ce qu'il existe un mécanisme, euh, visant à regrouper les interventions pour éviter les ouvertures répétées de la voirie au même endroit? Et enfin, quelles sont les mesures qui peuvent être prises ou sont prises pour limiter l'impact des chantiers sur l'activité économique? Je vous remercie pour vos réponses.

Madame la Présidente: Merci beaucoup, Madame Morenville.

Madame Catherine Morenville: Oui, Merci Monsieur Linkowski pour votre question. Alors je vais reprendre peut-être question par question, ce sera plus facile pour vous répondre. Vous me demandiez comment la commune contrôlait concrètement la qualité des réfections réalisées par les opérateurs. En fait, ça dépend des chantiers. La plupart des chantiers, quand ils sont programmés et qu'on est au courant, ont fait partie en fait des réunions, des réunions de chantier. Alors on n'a pas toujours la même responsabilité. Par exemple, le chantier qui a lieu pour le moment au Parc Barrière, qui est un gros chantier régional, est coordonné par Bruxelles Mobilité et pas par la commune. Mais on assiste aux réunions de chantier et on est au courant mais on n'est pas chargé du contrôle du chantier en tant que tel. Donc, s'il y a un problème sur le chantier, ce n'est pas nous qui sommes, puisque nous ne sommes pas, euh, maître d'œuvre dans ce cas-là, mais on est consultés. Donc on assiste à ces réunions de chantier et on contrôle euh après euh, les chantiers, quand ce sont euh, quand ce sont les nôtres ou quand ce sont les gros opérateurs type euh Vivaqua, STIB, Bruxelles Mobilité. Après, il y a une série de chantiers qu'on découvre comme les chantiers des opérateurs télécoms. Je vais vous expliquer pourquoi. Et évidemment les chantiers qui sont faits en urgence. Exemple on a une fuite, un affaissement de voirie, par essence, on ne sait pas, on ne sait pas le programmer puisque ça survient. Je vous parle des opérateurs télécoms, parce qu'en fait c'est là qu'on a le plus de plaintes et qu'on a le plus souvent, en fait, des trottoirs, comme ça a été le cas ici, avenue Dejaer parce que, j'imagine, c'est de ça dont vous parliez, parce que ça a fait un peu le buzz sur les réseaux sociaux, parce qu'il y a eu un une vidéo d'un, d'un des tenanciers de café, euh, les opérateurs télécoms, en fait, ils demandent une grande zone. Souvent, ils demandent même pratiquement toute la commune. On essaye chaque fois de réduire, ils demandent ça à la coordination régionale des chantiers, et puis ils opèrent Une fois qu'ils ont la zone, il y a un très grand laps de temps, et puis ils décident des rues où ils vont les faire, et ils mettent les panneaux. Et en fonction de voir si les voitures ont été déplacées ou pas, si les voitures sont là, ils vont faire une autre rue et ils décident ça le matin et on ne sait pas toujours là où ils opèrent. Pour le moment, vous avez vu qu'il y a Digi, notamment qui opère partout à Saint-Gilles pour placer la fibre. Et dans le cadre que vous évoquez, de ce trottoir qui a été mal refait, par exemple, c'est Digi. Donc là on n'est pas au courant que ce jour-là, ils ont travaillé sur ce trottoir. Par contre, on voit que le trottoir a été mal fait. Comment on le voit? Soit c'est les habitants qui nous qui nous téléphonent, qui nous envoient des mails, soit qui remplissent l'application Fixmystreet, soit c'est nos propres ouvriers ou nos propres coordinateurs du service espace public, les gardiens de la paix qui j'allais y venir, c'est dans ma liste. Je n'ai pas oublié, les gardiens de la paix qui sont d'ailleurs chargés de rendre des rapports quand ils voient des problèmes en voirie, pas que les problèmes de trottoir sont mis dans fixmystreet. Et puis parfois, c'est nous même les mandataires, parce qu'on se promène partout dans la commune et régulièrement on envoie des photos tous ici. D'ailleurs, dans le collège, on envoie des photos aux services pour leur dire on a vu euh...Donc ça, c'est pour les chantiers qui ne sont pas programmés et où il y a un souci. Et donc, dans le cadre Digi, par exemple, ici, pour ce trottoir, nous avons vu qu'il y avait un problème, le trottoir avait été mal refermé. On a demandé à Digi de le faire. Alors, ça ne se fait pas toujours au moment même s'ils sont occupés ailleurs. Parfois, ça met plusieurs jours avant d'être fait, mais donc les opérateurs ne sont pas toujours les meilleurs pour refermer, mais sont en général, quand on les appelle, le font. Et ça a été le cas ici. Alors, votre autre question, en cas de travaux mal exécutés ou dégradation rapide, quels sont les mécanismes permettant d'engager la responsabilité des opérateurs? Ben je vous ai dit, en général, ils répondent. Après, il y a des dégradations, évidemment, si à un moment donné il y a des constats, il y a des PV qui peuvent être dressés. Donc, on a on a des contrôleurs, ils peuvent recevoir aussi des sanctions administratives communales. Alors, vous me citez l'exemple de la rue de Neuchâtel comme exemple de, selon vous, de mauvaise coordination. Et je peux comprendre parce que vous avez vu qu'en octobre 2025, on est intervenu, puis quelques mois après on réouvre. Je vais vous expliquer, parce qu'en fait c'est logique, même si on a l'impression que ça n'est pas coordonné, en fait, à la rue de Neuchâtel, et c'est un bon exemple, c'est que, en

octobre 2025, il y a eu un affaissement de voirie. Donc on est, enfin Vivaqua, en l'occurrence, est intervenue de manière urgente et donc pas programmé par la Coordination régionale des chantiers. Et euh, au moment où ils sont intervenus, se sont rendus compte qu'en fait, il n'y avait pas que l'endroit où ça s'est affaissé qui était, euh, urgent, en fait, c'est tout. C'est sur toute la rue de Neuchâtel qu'il fallait intervenir, mais c'est quand même un chantier à programmer. Et donc, suite à cette intervention urgente là, ils sont rentrés sur la plateforme Osiris qui est la plateforme dans laquelle tous les opérateurs, que ce soit Vivaqua, Sibelga, Proximus, rentrent les demandes de chantier et il y a une coordination de chantier qui se fait à ce moment-là, à ce moment-là, qui est un hyper pilote et qui prévoit. On va, on va faire refaire la distribution de Vivaqua à Neuchâtel. C'est ce qui vient, c'est la partie qui vient de se terminer maintenant. Et quand la partie distribution, donc, c'est les raccordements de chaque maison au à la à l'égout principal de la rue est fait. Alors, on procède à ce qu'on appelle l'assainissement, C'est le remplacement lui-même des égouts problématiques. Et ça c'est la phase qu'on va connaître maintenant à la rue de Neuchâtel. Et donc on est parti d'un truc en octobre 2025 qui n'était pas programmé, mais suite à cet affaissement, on a vu qu'il fallait réparer urgemment et donc c'est distribution et puis après c'est l'assainissement qui va commencer maintenant et qui va prendre du temps puisque ça va être le cas jusqu'en février 2027. Et ce ne sera pas fini parce qu'après c'est c'est Sibelga. Et pourquoi Sibelga ne peut pas intervenir en même temps que Vivaqua, vous allez me dire? Parce qu'en fait, Sibelga n'intervient pas au même endroit que Vivaqua et donc ils doivent se succéder, ils ne peuvent pas faire les choses en même temps. Ça a l'air, ça a l'air compliqué pas coordonné, mais en fait c'est coordonné, sauf la première intervention qui était qui a été faite en urgence. Et donc les gens ont l'impression que pendant un an et demi, ben on n'a pas coordonné. Mais en fait si, mais c'est. Et alors juste parce que je pense qu'il y avait encore eu une petite question par rapport à la communication et aux opérateurs économiques. Donc, la communication, elle n'est pas de la responsabilité de la commune, sauf pour ses propres chantiers. Les opérateurs comme Vivaqua, Sibelga doivent prévenir au moins dix jours avant, et ils le font par flyers. Les gros chantiers comme on a pour le moment à Bréart Maurice ou Parc Barrière, en plus des flyers qui sont donnés aux commerçants et aux habitants, il y a des boucles WhatsApp auxquelles les habitants sont invités et les commerçants à se connecter. Il y a des QR codes et des liens sur le site auquel ils peuvent et donc ils sont informés en temps réel des phases de chantiers. Il y a des newsletters par rapport aux chantiers qui sont envoyés, et sur le site de BM et de la STIB, il y a également les phases de chantier et nous les répercutons aussi sur le site internet de la commune. Sur la page d'accueil, il y a une rubrique chantier où c'est indiqué et parfois sur le moment, on commence les chantiers aussi sur la page Facebook. Et nous le faisons évidemment nous même pour nos propres chantiers aussi, avec distribution de flyers et les mêmes outils, euh, réseaux sociaux par rapport aux opérateurs économiques, pour reprendre votre exemple de la rue de Neuchâtel, il n'y a pas, il n'y a pas 36000 opérateurs économiques, là, mais, par exemple, Vivaqua est allée voir personnellement Schleiper, est allé voir l'hôtel Neuchâtel, On a préservé la terrasse du café qui s'appelle chez mon ex. Et donc il y a il y a des contacts qui sont faits. Alors il y a des opérateurs qui sont plus diligents que d'autres. La STIB en général est un bon exemple ; Vivaqua de notre expérience, parfois moins, donc on doit être derrière. Et parfois nous repassons : l'Echevin du Développement Economique repasse ici, pour par exemple, Barrière, il y a eu des flyers distribués, il y a une newsletter, il y a une boucle WhatsApp, mais ça n'empêche que, euh, Monsieur Iammarino est passé aussi auprès des commerçants pour expliquer les phases, quand est-ce que ça allait, les rues allaient être fermées, etc. Donc il y a une attention aux opérateurs économiques, même si ça n'est jamais tout à fait parfait. Et puis il y a des moments où on ne sait pas, par exemple réserver une terrasse parce qu'on doit passer précisément sur, euh, sur le trottoir. Merci.

Madame la Présidente: Merci beaucoup, Madame Morenville? Une réplique courte, Monsieur Linkowski.

Monsieur Janusz Linkowski: merci beaucoup pour votre réponse très complète. Moi j'ai deux réflexions parce que c'est quelque chose qui me revient constamment par les citoyens, par les commerçants, c'est qu'il y a il y a un problème de communication. Et je sais que parfois la commune peut être responsable ou ça va être les opérateurs, mais je sais pas si on peut enclencher une sorte de de groupe de travail ou les consulter pour avoir soit d'améliorer cette communication parce que visiblement le message n'arrive pas toujours aux citoyens, euh, que ce soit sa faute ou pas, mais moi par exemple, à titre personnel, je ne savais pas qu'il y avait une boucle WhatsApp dans les quartiers où je ne pense pas que tout le monde va aller s'inscrire sur toutes les newsletters ou aller sur le site de la STIB, etc. Donc, il y a peut-être une réflexion à avoir, ou en tout cas, on peut mettre tout le monde autour de la table pour avoir être sûr que ce message arrive bien aux citoyens, même si je me doute que on ne peut pas avoir un résultat de 100 %. Et par rapport et ce qui est tout aussi important aussi pour les opérateurs économiques aussi, je pense, on peut aussi essayer d'avoir un travail aussi pour les guider, pour voir s'il n'y a pas des primes, par exemple, en cas de fermeture de terrasse. Ou simplement si leur commerce doit fermer lors des travaux, ce qui peut aussi amener des drames économiques, voire des faillites si ces travaux durent trop longtemps. Donc je pense aussi qu'on pourra aussi peut être avoir une réflexion avec la région, avec le Fédéral ou en tout cas à la commune pour aussi soutenir ces commerçants, qui en ont bien besoin aussi. Merci.

Madame la Présidente: Merci beaucoup.

Madame Catherine Morenville: Juste parce que je crois qu'il y a une incompréhension. Et c'est important. Si vous suivez les chantiers pour la boucle WhatsApp, ils ne doivent pas attendre d'aller sur le site. En fait, les habitants de la rue concernée, Maurice Bréard, ont reçu les infos par la boucle WhatsApp et la newsletter via flyer dans leur boîte aux lettres. Et il y a un grand panneau sur le chantier où c'est indiqué. Quand on passe, on le voit. Il y a le site internet et le truc. Et pour les nuisances pour les commerçants, en fait, il y a des primes au niveau régional, mais il faut qu'il y ait un certain nombre de jours continus de chantier devant chez eux pour qu'ils puissent prétendre à la prime. Mais donc c'est bien prévu.

Monsieur lammarino: C'est 29 jours. C'est les normes. C'est restrictif.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Il ne faut pas commencer à répondre non plus. Merci. Et la dernière question de Monsieur Linkowski sur les problèmes de sécurité. Je donne donc la parole à Monsieur Linkowski.

Monsieur Janusz Linkowski: Merci beaucoup, Madame la Présidente. Euh. Donc, moi, je vous ai interrogé par rapport à la situation dans le quartier Bréart et autour de la place Van Meenen, et les rues adjacentes, euh. Donc, j'ai déjà interpellé le collège à plusieurs reprises sur les questions de sécurité et de propreté dans ce quartier. Et malheureusement, sur le terrain, les choses ne vont pas s'améliorer, bien au contraire. Donc ces derniers mois, il y a eu des faits qui se sont multipliés. Le bar de Modern Alchemist a été cambriolé pour plusieurs milliers d'euros. Des cambriolages répétés, une porte fracturée chez Rubis, le restaurant Petit Beurre rue Jean Robie qui a été saccagé et une grenade, même lancée dans la chaussée D'Alsemberg donc rue Antoine Bréart, avenue des villas, rue de Savoie, rue Adolphe Demeur des habitants parlent d'intrusion dans des caves, des portes fracturées, des vols à répétition. Dans certains immeubles il y a eu

des cambriolages et parfois qui se répètent de jour en jour. A cela, évidemment, on en a parlé longuement lors de ce conseil, mais des problèmes d'inconnus, de consommations de drogues dans l'espace public, des nuisances, d'une dégradation aussi forte, de la propreté dans le quartier eu aussi. Donc plusieurs commerçants aussi, me rappellent, me reportent, me rapportent, pardon, une baisse de fréquentation aussi. Dans le quartier donc les faillites aussi, euh j'ai bien peur aussi, vont peut-être s'enchaîner à un rythme qui peut être interpellant. Euh voilà. Aussi dans le groupe, on salue le travail difficile des services de police et aussi des services de la commune qui, malgré les circonstances, continuent d'assurer leur mission sur le terrain. Euh, dans ce contexte aussi, je voulais aussi souligner. Il y a eu, il y a une réunion hier. Et donc au moment de cette question, je n'avais pas encore pu y assister, euh, qui a été organisée avec la commune, avec les riverains. Je pense qu'elle était bienvenue et je voulais aussi la saluer. Je voulais saluer aussi l'effort de monsieur le Bourgmestre de s'être engagé avec, avec les citoyens qui avaient besoin d'être écoutés et qui avaient aussi peut-être besoin de vider leur sac. Je pense que le nombre de personnes présentes à cette réunion était vachement important. Bon, on peut être aussi honnête par rapport à la situation, elle arrive un peu tard et surtout l'impression que ça a donné aussi. Je pense être un peu en réaction à cette pétition, dans le quartier, un peu une frustration qui s'est accumulée aussi dans le quartier. Donc moi je voulais, je voulais un peu vous poser les questions suivantes. Comment est-ce que vous expliquez que cette situation se dégrade et comment expliquer ce sentiment au point que justement ces signalements répétés des citoyens, des interpellations malgré toutes les interpellations des citoyens et des membres du conseil par rapport à la réunion de hier, je me doute que c'est encore assez tôt, mais qu'est ce qui va en sortir? Parce que je pense que nombreux citoyens ont demandé un plan d'action. Il y a eu pas mal d'idées aussi assez intéressantes qui ont été évoquées par les citoyens. Donc je me demandais aussi s'il y avait un calendrier. Je sais qu'il y a des notes qui vont être partagées, euh avec les participants, mais je pense que les citoyens auraient aimé avoir ces actions concrètes par rapport à la sécurité, par rapport à la à la propreté. Euh donc qu'est-ce qu'on va aussi mettre en place pour une présence plus effective sur le terrain, qui est aussi une demande assez concrète? Il y avait aussi la question des caméras de surveillance dans le dans le périmètre, où est ce qu'on en est? Et j'avais aussi des questions qui ont été adressées pendant cette réunion, mais qu'en est-il de la station Horta qui est aussi toujours dans un état déplorable malheureusement. Donc, on a beaucoup de questions par rapport à ça. Donc je vous remercie pour vos réponses.

Madame la Présidente: Merci, Monsieur Linkowski, Monsieur le Bourgmestre.

Monsieur le Bourgmestre: Donc euh, comme vous avez pu le constater lors de notre réunion de mardi dernier, euh, il y avait une grande frustration, comme vous le signalez, qui m'a permis de découvrir aussi que manifestement, il y a parfois des trous dans la raquette de notre zone de police que, entre la survenance de la pétition et d'un certain nombre de faits qui nous étaient, qui nous étaient, euh, répercutés. Manifestement, on a euh la zone de police que j'ai interpellé pendant les trois semaines, qui n'avaient pas connaissance de toutes les statistiques. Et donc ça, déjà pour la tension que la zone peut porter, il y a manifestement un travail que - j'ai déjà interpellé, le chef de corps en ce sens- et mon cabinet prépare une lettre reprenant l'intégralité des points avec le PV pour que une attention soit prêtée par le chef de corps ou son comité de direction et sa responsable en charge de la police de proximité pour que des réponses soient faites, y compris sur un accueil plus digne dans nos commissariats ou euh, si nous avons rénové la façade de notre futur commissariat local, ils pensent encore qu'il y aura un travail sur la formation des gens à l'accueil et la réception des plaintes, et la publicité qui peut être faite sur un certain nombre de dispositifs comme les plaintes en ligne et l'utilité de les faire. Même si un sentiment de frustration se ressent pour que les statistiques soient mieux connues et aussi peut

être de relayer à l'autorité administrative, puisqu'elle pour qu'elle puisse, le cas échéant, interpellier l'autorité de police. Vu la pétition, je pense qu'effectivement la réunion était une bonne chose pour leur donner l'occasion de se rendre compte aussi qu'ils sont 40 et pas cinq comme sur les statistiques, et que les 40 sont vraisemblablement victimes d'une ou deux personnes. De découvrir aussi que l'enquêteur fédéral, qui a manifestement arrêté la personne une première fois et retrouvé beaucoup des objets volés, n'est pas nécessairement repris dans les données de la zone de police. Donc, ça m'interpelle parfois sur le croisement de données, vous l'avez bien vu. Et donc nous reviendrons vers la zone en la matière. Pour la STIB, ben ça par contre, c'est vrai que la dernière réunion de quartier, donc l'importance de cette participation citoyenne et ce partage d'expériences, de vécu auprès de nos forces de l'ordre est un élément important, puisque suite à l'interpellation de plusieurs mamans et papas d'école sur la situation de la station du Parvis ou de Horta, il y a depuis deux mois ou trois mois maintenant des opérations régulières menées avec la SPC destinées à sécuriser les zones. On avait eu un incendie à la station Horta, qui avait été révélateur aussi de l'installation d'un camping et une interpellation encore aujourd'hui matin, donc, mes réunions croisées sur le terrain, euh, pour euh, voir, euh, pas ce matin, ce midi, pour voir comment est-ce que éventuellement des solutions infrastructurelles sont faites puisque toutes ces stations, les portes ont été défoncées et parfois les couloirs installés, la station Horta a aussi fait l'objet d'un squattage dans certains de ces tunnels comme j'avais pu le constater moi-même rue Jean Volders il y a un an et demi. Et donc je vais interpellier les autorités de la STIB sur ces occupations problématiques, puisque pas mal de choses s'y passent qui ne sont pas conformes à la dignité humaine, c'est le moins que l'on puisse dire. Un courrier va être adressé avec tout le monde, avec le PV, avec la référence à la ligne, à la présence des gardiens, des policiers de quartier, euh, à la, à l'accessibilité du site internet et de relancer le chef de corps. Mais on pourrait le faire en zone de police, sur la ligne bleue qui avait été une des opportunités puisque les WhatsApp avec le SPOC ou avec le bourgmestre sont efficaces mais sont difficilement soutenables humainement au quotidien. Et donc peut-être, de systématiser le traitement des données par la zone de police pour que des faits comme cela puissent être traités plus tôt. Et donc effectivement, on peut signaler quand même l'opération quartier propre qui sera faite prochainement par ma collègue dans ce quartier-ci. On peut signaler que même si on repeint une façade dans les dix jours qui suivent, elle est retagulée, donc c'est vraiment harassant. D'ailleurs les les jeunes...

Monsieur Janusz Linkowski: Étudiants en art, ça c'est.

Monsieur le Bourgmestre: Oui, mais.

Madame Nekhoul : C'est moche en fait.

Monsieur le Bourgmestre: C'est bizarre, c'est vraiment très fort. Même si euh, on ne peut pas faire de lien de corrélation, Il y a quand même géographiquement des concentrations inexplicables et que par hasard, la façade devant la pompe avec plein de jeunes soit taguée systématiquement tous les soirs. C'est un peu fatigant, mais il y a aucune corrélation. D'ailleurs ce serait abusif. Mais donc effectivement, il faut que certains commerçants euh voilà, on va laisser. Donc effectivement les caméras, mais soyons clair, j'ai eu avec le budget, je n'ai pas répondu tout à fait à la question tout à l'heure, sur les 150 000 € qui avait été fait, euh, les études d'impact, de PARADIGM et de et des dispositifs informatiques plus les placements et les sociétés, on est à quatre caméras avec 150 000 €.

Donc j'ai interpellé toutes les autorités en disant que c'était un peu n'importe nawak. Et donc effectivement, il faudrait peut-être que la manne financière mise par le ministre de l'Intérieur soit saisie de manière plus utile et plus raisonnable, et que le matériel soit adapté. Mais ici on doit convenir que dans ce quartier-ci on ne peut pas considérer qu'on soit dans Big Brother, on est plutôt dans dans Klet Brother et donc on a peut-être besoin un peu d'améliorer le dispositif qui permet, rassurez-vous, pas d'opérer une surveillance totalitaire, mais d'identifier les victimes qui se baladent, euh enfin les agresseurs et de pouvoir les poursuivre le cas échéant. Donc il y a un travail là-dessus qui est en cours. Euh j'espère revenir vers vous avec de meilleures nouvelles, mais en tout cas, c'est vrai que cet échange citoyen montre l'intérêt de ces forums de sécurité et de prévention et de propreté, parce que les gens avaient des choses et on était de nouveau dans une approche très humaniste et pas sécuritaire, avec des questions légitimes de citoyens et le besoin qu'on prenne en charge leurs légitimes inquiétudes.

Madame la Présidente: Merci beaucoup, Monsieur le Bourgmestre. Une réplique Monsieur Linkowski?

Monsieur Janusz Linkowski: Non, je suis tout à fait d'accord. Cette rencontre était appréciée, je pense, et à refaire peut-être à multiplier dans différents quartiers. Je regrette peut-être l'absence de Madame l'échevine de la propreté, parce que je pense qu'il y a aussi pas mal de questions. Je sais que ça a été relayé entre vous, mais il y a pas mal de questions aussi de propreté sur le quartier. Je sais que les services anti-tag sont complètement débordés. Ma propre façade et ça fait trois mois que j'attends et je sais qu'ils n'ont pas encore les moyens, donc je pense qu'il y a aussi peut être une, je ne sais pas si on peut augmenter les moyens, ou en tout cas peut être changer, augmenter l'équipe, je sais qu'il y a eu, je pense qu'il y a un investissement de nouvelles machines, mais en tout cas il y a il y a un réel fléau aussi par rapport aux graffitis dans le quartier qui est particulièrement pénible aussi. Donc voilà, en tout cas, je soutiendrai toute initiative qui ira dans ce sens. Je vous remercie.

Madame la Présidente: Merci beaucoup, Monsieur Linkowski. Et ça nous ramène à la fin de la séance publique. Je demande au public qui est resté avec nous jusqu'à maintenant de sortir, qu'on puisse passer au huis clos.